



**HAL**  
open science

## L'Inde dans la mondialisation

François Durand-Dastès

► **To cite this version:**

François Durand-Dastès. L'Inde dans la mondialisation. Lefort I et Moriniaux V. La mondialisation, PUF, pp.235-256, 2006. halshs-00246332

**HAL Id: halshs-00246332**

**<https://shs.hal.science/halshs-00246332>**

Submitted on 7 Feb 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'Inde et la mondialisation

F Durand-Dastès.

Le processus, actuellement en cours de construction, d'un réseau mondial, est lié à des transformations des territoires du monde, singulièrement des territoires des Etats-Nations. Ce lien est réciproque, les transformations en question étant à la fois facteur et conséquence du processus de mondialisation. Elles concernent évidemment la vie et les structures de l'économie, mais aussi le statut géopolitique de Etats, les dynamiques et les organisations sociales, les grands mouvements idéologiques et culturels.

Chaque Etat se confronte à la mondialisation en fonction de pesanteurs, qui tiennent à ses structures matérielles et mentales, souvent le fruit d'un long héritage. Cette confrontation rend compte des aspects objectifs de l'insertion du pays dans le système mondial, de la façon dont il est ressenti à l'intérieur et, partant, des conflits qui peuvent apparaître.

Traiter de la mondialisation vue de l'Inde consiste largement à marquer l'importance de ces pesanteurs. Certaines, et non des moindres sont d'un type qu'on serait tenté de dire « banal » comme elles se manifestent dans de nombreux cas. D'autres sont plus spécifiques de l'Inde, et on est tenté de mettre l'accent sur elles.

Du point de vue économique, on retiendra l'héritage de la colonisation, puis celui d'une période d'économie contrôlée, qui a duré plus de trente ans. La géopolitique est marquée par le fait que l'Inde est un très grand Etat, le second du monde par sa population, et dont l'étendue est du même ordre que celle de l'Europe des 25. Il en résulte un poids dans le monde dont les conséquences sont de plus en plus nettes, et aussi une bien compréhensible diversité interne. La société est évidemment analysable en termes de classes, ce qui n'est guère original ; mais il s'ajoute des structures communautaires plus spécifiques, avec notamment les problèmes posés par une majorité d'hindous avec une forte minorité musulmane, et la vitalité d'une institution profondément enracinée, celle de la caste.

## 1/ L'entrée dans la mondialisation : la séquence indienne.

Comprendre les modes d'insertion de l'Inde dans le système mondial et les visions que les Indiens ont des problèmes posés implique une référence à la suite des choix et de leurs résultats depuis le tournant de l'indépendance en 1947, puisqu'ils ont créé les conditions matérielles et idéelles des processus qui fonctionnent actuellement. Il est commode de décrire cette séquence avant d'essayer d'en explorer les raisons d'être.

### Rythmes.

De l'indépendance, acquise en 1947, jusque dans les années 1980, l'Inde a connu une phase d'économie dirigée, souvent désignée comme celle du « socialisme à l'Indienne », ou encore de « socialisme à la Nehru », une terminologie qui souligne bien les profondes différences avec le « socialisme » soviétique ou chinois. Il repose en effet sur le maintien d'un secteur privé important et l'absence de collectivisation massive ; mais l'économie était très contrôlée.

- Les productions intérieures étaient orientées par l'octroi de licences – on voulait que les industries produisent plus de biens d'équipement que de biens de consommation durables.
- On développait un secteur public important pour construire une industrie de base. Dans certains secteurs, ce secteur public bénéficiait d'un monopole.
- Le protectionnisme était généralisé. Toujours pour favoriser et orienter l'industrialisation, on limitait non seulement les importations de biens de

consommation, mais aussi des machines et matières premières qui permettraient de les fabriquer. Ici encore, on utilisait les systèmes de licences et on jouait sur les droits de douanes.

- Les investissements étrangers étaient soumis à des contrôles qui en limitaient l'ampleur.
- En matière agricole, on menait une politique de réforme agraire très prudente, mais qui a eu des effets non négligeables. Elle a permis la promotion d'une classe de « paysans moyens » capables d'effectuer des changements techniques importants, avec l'introduction combinée des engrais, de l'utilisation de semences améliorées (par hybridation et sélection, il n'était pas question alors de manipulation des gènes), de l'extension de l'irrigation.
- Tous ces éléments étaient coordonnés par l'existence de plans quinquennaux – une planification « indicative » plus proche de celle qui était alors pratiquée en France que du type soviétique. Elle incluait des efforts pour limiter la croissance démographique, par l'incitation et la propagande, sans grand succès pendant quatre décennies.

Cette politique a mis en place une base industrielle non négligeable et développé des infrastructures. En matière agricole, elle a permis à l'Inde d'adapter sa production à la croissance continue de la population, si bien que la sous-alimentation a diminué (sans être éliminée), et que les famines annoncées par bien des auteurs ne se sont pas produites.

Cependant, les insuffisances de ce système politico économique se sont fait sentir progressivement. Notamment avec la limitation de la croissance à des niveaux faibles, relativement à ceux qui apparaissaient dans les pays d'une Asie plus orientale, qui se traduit entre autres par le maintien d'une pauvreté de masse.

Après une phase de préparation entre 1980 et 1990, un tournant assez radical fut pris en 1990-92, et confirmé depuis. Point par point, les dispositions de la période précédente ont été abandonnées ou modifiées : large abandon du système des licences, ressenti comme très pesant (on parlait volontiers du « pouvoir de licences », le « licence raj »), ouverture des frontières avec les baisses des droits de douane complétant l'abandon des licences d'importation, ouverture aussi aux investissements étrangers, limitation des subventions, notamment pour aider les agriculteurs à utiliser les engrais.

Cette indéniable « libéralisation » connaît cependant en Inde des limites non moins indéniables, qui provoquent des critiques de la part de commentateurs ou décideurs internationaux qui reprochent à l'Inde son « retard » dans la mise en place des réformes. (On pourrait dire que l'Inde est parfois considérée comme un mauvais élève du FMI et de la banque mondiale...). Les réticences se manifestent entre autres par un taux relativement élevé des droits de douane, par le maintien d'une régulation des investissements étrangers, par la conservation de subventions et de la planification, si assouplie soit elle. Enfin, le secteur public n'a pas été liquidé. On a bien mis en place une procédure de « désinvestissement » (de l'Etat), assez importante dans certains domaines, comme les télécommunications, mais elle est restée limitée, et le ministère du désinvestissement vient d'être supprimé par la majorité arrivée au pouvoir en, 2004.

Ainsi se définit une « séquence à l'indienne » caractérisée par une certaine modération de toutes les étapes. Une phase de dirigisme et de contrôle, longue, mais guère radicale ; une ouverture tardive et plutôt prudente. Des successions de phases de contrôle-protection et d'ouverture-libéralisation ont bien sûr été observées dans la plupart des pays du « tiers monde » depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, mais ces phases ont profondément différé selon leur radicalité et leur longueur. Les deux phases ont été longues en Chine comme en Inde, mais beaucoup plus radicale en Chine; la première phase a été beaucoup plus courte, dans bien

des pays, comme par exemple en Indonésie ; elle a parfois été quasiment absente, comme en Thaïlande.

Au rythme de la séquence économique, l'Inde ajoute une autre spécificité, celle de son régime et de son évolution politiques. La démocratie indienne, malgré tous les défauts que l'on se plaît souvent à souligner, a fonctionné régulièrement pendant soixante ans. Tous les changements à la tête de l'Etat ont été le résultat de décisions d'un corps électoral consulté selon les règles constitutionnelles. Des violences certes, deux assassinats au plus haut niveau, mais pas de prises de pouvoir par l'armée. Une étonnante exception dans l'histoire de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle...

Le fait que ces histoires différentes dans le cadre des Etats-nations convergent vers des situations comparables souligne certes la puissance des forces qui constituent l'ensemble des processus connus sous le nom de mondialisation. Mais leurs traces ne sont pas effacées ; elles font que les situations actuelles sont comparables mais non semblables. Une diversité qui est à l'origine d'une géographie de la mondialisation et qui pèse sur son avenir.

### **Acteurs et décisions.**

Les changements des choix de politique économique dépendent d'une évolution à l'échelle globale, comme le montrent les convergences sensibles précisément à cette échelle. Mais la diversité des interprétations et des réactions à ces tendances et contraintes mondiales dépend de facteurs enracinés dans des temps longs plus longs et de caractères se situant dans le cadre des Etats nations, que reflètent la nature des acteurs participants aux décisions majeures.

En simplifiant beaucoup, on peut considérer que les grandes options prises en Inde après l'indépendance reposent sur un compromis entre des catégories sociales relativement faciles à identifier :

- Les membres d'une bureaucratie d'Etat, recrutée dans les classes éduquées, et donc dans les rangs des hautes castes, (varna des Brahmanes et des Khatriya), avec<sup>1</sup>notamment une couche de hauts fonctionnaires de très bon niveau de qualification.
- Les industriels qui avaient pu créer une base de production non négligeable malgré les réticences du pouvoir colonial, en particulier à la faveur des guerres mondiales, particulièrement de la seconde. Au rôle de familles très puissantes et peu nombreuses, il faut ajouter celui d'un très grand nombre d'entrepreneurs moyens, issus des castes commerçantes (varna des Vaishyas)
- Une classe de paysans moyens, bénéficiaires des réformes agraires, et de l'élimination au moins partielle des propriétaires absents sur lesquelles le pouvoir colonial s'était largement appuyé.

Ce compromis peut être considéré dans une large mesure comme un facteur de la stabilité politique et de la cohérence de l'action économique pendant les trois décennies suivant l'indépendance. Un de ses éléments est la domination du Parti du Congrès (« Indian National Congress »), entité politique complexe qui avait mené la lutte contre le pouvoir colonial.

Les changements survenus à partir de la fin des années 80 sont dus d'abord à l'apparition de facteurs d'instabilité, liés au développement d'insatisfactions.

Tout d'abord, la politique dirigiste a été victime des ses propres succès : le développement économique modéré auquel elle avait présidé a conduit à un infléchissement social, avec l'augmentation des effectifs et des revenus de toute une série de groupes, petits entrepreneurs, cadres de l'industrie, de l'administration, paysans prospères, etc... Leur désir de consommer

---

<sup>1</sup> *La société indienne est fragmentée en un très grand nombre de groupes endogames, les jatis. Celles-ci sont regroupées en cinq grandes catégories hiérarchisées, les quatre "varnas", auxquelles il faut ajouter les "hors varnas" actuellement qualifiés de "dalits", ou "exclus". Le fait que le terme portugais de "caste" a été appliqué à la fois aux varnas et aux jatis introduit beaucoup de confusion et de malentendus.*

les a amenés à pousser à l'abandon des dispositions qui limitaient leur accès aux biens de consommation durable, comme les licences, aussi bien pour les importations que pour la production. (L'achat d'un scooter, possible pour un ingénieur assez bien payé, lui était inaccessible en raison de l'interdiction des importations et/ou des quotas limitant la production des usines existantes).

D'autre part, industriels comme hauts fonctionnaires étaient de plus en plus sensibles aux inconvénients de la croissance ralentie, et montraient de plus en plus d'intérêt pour les stratégies d'ouverture pratiquées par d'autres pays, notamment d'Asie, et préconisées par les institutions internationales. Ils avaient donc tendance à souhaiter que l'Inde accepte de s'ouvrir aux processus de mondialisation.

Dès les années 80, le système dirigiste présentait ainsi des signes d'instabilité, et des dirigeants congressistes comme Rajiv Gandhi (premier ministre de 1984 à 1989) s'employaient à le faire évoluer progressivement. Comme souvent, un accident de conjoncture a provoqué un basculement rapide du système : une crise des paiements extérieurs, aggravation brusque de problèmes chroniques par la première guerre du Golfe (Persique), avec la hausse des prix du pétrole et la quasi disparition des envois des émigrants Indiens installés dans les pays affectés par la guerre.

Après une phase de mise en place rapide de ses éléments essentiels, la « nouvelle politique économique » a été en gros maintenue, ce qui pose quelques problèmes en raison des fluctuations politiques qui ont caractérisé la vie indienne depuis les années 80. A la domination du Congrès a succédé une alternance au pouvoir de coalitions complexes et assez mouvantes : coalitions autour du Congrès entre 1991 et 1999, puis à partir de 2004 ; coalition dominée par un parti qualifiable de centre gauche, en 1989-90 (Janata party); coalition menée par un parti nationaliste hindou, le BJP, de 1999 à 2004.(BJP = « Bharatiya Janata Party » « Parti du peuple de l'Inde »).

C'est un premier Ministre congressiste qui lança le train de réformes majeur et c'est dans le cadre de gouvernement où le Congrès avait une place importante qu'elles ont été appliquées. Le BJP réussit à prendre le pouvoir en 1999 en partie en exploitant des mécontentements suscités par les conséquences des réformes, et l'on pouvait s'attendre à ce que son « nationalisme » l'amène à revenir sur les ouvertures internationales. Certes, il les a appliquées avec quelques réticences, mais il n'est pas revenu sur l'essentiel. Pour le moment, il en va un peu de même pour la coalition qui a gagné les élections de 2004, « l'alliance progressiste unifiée » (UPA= « United Progressive Alliance »), qui a placé au rang de premier Ministre Manmohan Singh, initiateur des réformes en 1990 comme ministre des finances. Mais la nette orientation à gauche d'une partie des composantes de la coalition, et le soutien indispensable des deux partis communistes indiens (CPI ou Communist Party of India, et CPI(M), Communist Party of India (Marxist) donne à penser que la prudence vis-à-vis de l'ouverture mondialiste va persister dans un avenir proche et que les privatisations resteront limitées.

## **2/ L'intégration dans les réseaux.**

### **L'ouverture économique.**

Les décisions préparées dans les années 80 et accélérées en 1990-91 ont eu en gros les effets attendus : toute une série d'interactions entre les différents éléments de l'économie, ont convergé vers une croissance assez remarquable : elle a été en moyenne de 6% lors des 10 dernières années, sans jamais avoir été inférieure à 4%, et elle a dépassé 7% depuis trois ans.

L'ouverture a permis la progression simultanée des exportations et des importations - on importe pour produire, des produits qui alimentent les exportations et donc les possibilités d'importer. Sollicité par l'ouverture des marchés extérieurs, stimulé par la concurrence, libre de recevoir des investissements étrangers, l'appareil de production de biens et de services se transforme dans une certaine mesure. La hausse du niveau d'activité générale dans bien des secteurs, confirme et amplifie une transformation amorcée pendant la période précédente, la croissance des effectifs d'un ensemble de catégories sociales dont les revenus leur permettent de consommer des biens durables et des services dont l'austérité des années post indépendance les avaient privés.

L'aspect le plus spectaculaire de cette évolution est celle du commerce extérieur. Certes, en dans les années 80, il y avait longtemps que l'Inde n'était plus, comme à la fin de la période coloniale, un exportateur de produits bruts - surtout ceux des plantations. Mais les tendances à la modernisation se sont considérablement accentuées dans les dernières décennies. De 1980 à 2001, la part des exportations agricoles passe de 36 à 5,4%, tandis que celle des produits manufacturés monte de 50 à 87%. (Et comme le volume total des exportations a connu une croissance considérable, (de 16 610 à 63 100 millions de dollars des Etats Unis de 1990 à 2004), les croissances en pourcentage représentent des accroissement considérables des valeurs absolues). Dans la composition des exportations industrielles, la part des textiles reste importante, ce qui peut être considéré comme le reflet d'un certain "archaïsme", puisque le textile est une activité traditionnelle de l'Inde et que, plus généralement, il est l'un des premiers secteurs des exportations des pays en voie de développement. Mais on voit aussi de nets signes d'une transformation plus radicale. Avec le rôle de l'exportation de diamants et pierres précieuses taillées, le type même de l'industrie fondée sur l'importation de matière première pour entretenir une activité d'exportation, et valorisant les qualités de la main d'œuvre et des entrepreneurs, et celui de spécialités comme l'industrie pharmaceutique. (Dans la nomenclature détaillée, ce sont les exportations de pierres taillées qui viennent en tête (17% des exportations) suivies par celles de l'industrie pharmaceutique et de la confection, environ 8% chacune). L'ensemble des produits des industries mécaniques représente 16%.

La modernisation concomitantes des importations présente un double aspect : la croissance des achats de moyens de production d'abord. Et avant tout, bien sûr, le pétrole, dont la part dans les importations augmente de 22% en 1984 à 31% en 2001/2. Le développement des importations de biens des consommation, dont les résultats sont assez spectaculaires dans la vie quotidienne des Indiens, comme la presse le souligne abondamment, reste modérée en valeur relative (de 15 à 19 % des importations Depuis 1980), mais elle est bien sûr importante en valeur absolue.

La place faite dans les médias internationaux à l'apparition de l'Inde au premier plan des fournisseurs de services informatiques est certes justifiée par le développement du rôle des services dans le commerce extérieur, leur poids reste inférieur à celui des marchandises comme c'est d'ailleurs le cas à l'échelle mondiale. Cf Tableau 1

Tableau 1

Inde 2004 Millions \$	Exportations	Importations
Marchandises	75 558	97 331
Services	38 361	38 969

L'insertion de l'Inde dans les réseaux économiques mondiaux est donc bien traduite dans les caractères de son commerce extérieur. Mais les évolutions que l'on vient de noter, pour spectaculaires qu'elles soient, ne concernent encore tout de même qu'une assez "petite" économie à l'échelle des échanges mondiaux. Les valeurs relevées dans le tableau se passent

de commentaire, surtout si l'on rappelle que l'Inde représente 17 % de la population mondiale. Il faut tout de même noter que la différence entre les poids respectifs des services et des marchandises est significatif de l'importance de ces derniers.

Tableau 2

	Part de l'Inde dans le total mondial	
	Importations	Exportations
Marchandises	1,02%	0,82%
Services	1,83%	1,73%

L'évolution du commerce extérieur a été à la fois cause et conséquence de modifications de l'appareil productif, notamment en matière industrielle. Si les principales entreprises du secteur public ont été maintenues, on a assisté au développement de grandes firmes dans le secteur privé et à la création de nouvelles entités.

On insiste volontiers sur les ascensions rapides d'entrepreneurs qui ont développé de puissants conglomérats en profitant des opportunités offertes par l'ouverture et l'abandon des licences. Il est vrai qu'il existe des "success stories" spectaculaires, mais ici encore, on retrouve le jeu des pesanteurs historiques. C Jaffrelot, après avoir cité les cas "d'hommes nouveaux", comme par exemple Azim Premji, fondateur de Wipro, une des premières entreprises informatiques de l'Inde, note que "ces itinéraires personnels ne reflètent pas le modèle dominant du capitalisme indien. Nombre de promoteurs actuels du dynamisme économique de l'Inde se recrutent en fait parmi les descendants des vieilles familles capitalistes. Tout se passe comme si des trajectoires entrepreneuriales amorcées - ici encore - au XIX<sup>e</sup> siècle avaient été mises entre parenthèses par un mode de développement centré sur l'intervention de l'Etat et reprenaient aujourd'hui leur cours"

"Contrairement à une idée reçue, les années Nehru Gandhi n'ont pas été des années de repli absolu pour les entreprises indiennes, même si elles se sont parfois endormies à l'abri d'énormes barrières douanières"<sup>2</sup>

L'héritage lointain des créations industrielles de la période coloniale et celui, plus récent, de la phase dirigiste, ont doté l'Inde d'un ensemble d'industries très diversifié ; son placement dans l'économie mondiale en est affecté. Pour un économiste indien, ancien expert au FMI, Rajuran Rajan, "nos politiques passées, quelques distorsions qu'elles aient présentées, nous ont dotés d'un ensemble de capacités, dans les industries de main d'œuvre qualifiée et dans les services. Notre avantage comparatif réside maintenant dans ce domaine. Nous ne devrions pas sacrifier tout cela à une tentative aveugle pour suivre la Chine dans la voie du privilège accordé à l'industrie basée sur une main d'œuvre peu qualifiée »<sup>3</sup> Pour d'autres observateurs ou décideurs, Indiens ou étrangers, il s'agit au contraire d'un handicap : l'Inde ne serait pas capable de profiter, comme la Chine le fait, de son atout potentiel principal, la présence d'une main d'œuvre bon marché très abondante.

Les firmes industrielles les plus puissantes complètent leurs activités sur le territoire indien par une expansion à l'étranger, qui reste embryonnaire mais tend à s'accélérer. Le cas bien connu de Mittal steel est en fait assez particulier, dans la mesure où l'entreprise ne produit pratiquement rien sur le territoire indien et que son siège social est en Europe. (La sidérurgie de l'Inde est entre les mains de sociétés nationales et d'entreprises du groupe Tata, l'une des

<sup>2</sup> (Jaffrelot C. *L'Inde moderne : un produit de la longue durée*. IN Questions internationales 15, septembre octobre 2005. Pp 6-17)

<sup>3</sup> Forum de la libre entreprise. Mumbai. Janvier 2006.

plus anciennes familles d'industriels indiens). Laksmi Mittal a en effet reçu en héritage d'une affaire familiale indienne des capitaux qu'il a consacré à acheter des sociétés sidérurgiques dans le monde entier, en commençant par des pays en développement, (Indonésie, Trinidad et Tobago, Mexique, puis dans les pays de l'est européen, les Etats Unis et le Canada pour arriver à la prise de contrôle d'ARCELOR, qui a profondément marqué l'actualité pendant plusieurs mois de 2006.

Plus typique est le développements des activités à l'étranger par des entreprises solidement implantées en Inde même, qui commencent par réussir des ventes à l'étranger avant d'y fonder des filiales et de prendre le contrôle de firmes indigènes. Par exemple, Bharat forges est une société qui a été fondée à Pune en 1960, pour fournir des pièces forgées à l'industrie mécanique de cette ville, satellite industriel de Bombay, à 200 km de cette métropole. Grâce à des progrès techniques, en partie dus à des acquisitions de savoir-faire aux Etats Unis et au Japon, l'entreprise fait la conquête d'une large partie du marché indien. A partir de 1990, elle amplifie ses ventes au Japon, en Allemagne, en Suède et aux Etats Unis. Elle lance dans la décennie suivante une politique d'acquisitions et d'implantations à l'échelle mondiale. Neuf unités de production, 2 en Inde, 3 en Allemagne, une respectivement en Ecosse, en Suède, aux Etats Unis et en Chine fournissent une partie importante des pièces forgées, châssis et blocs moteurs, utilisée par l'industrie automobile dans le monde entier.

Un cabinet américain, le Boston Consulting group a publié en juillet 2006 une étude sur les 100 premières firmes issues des pays en voie de développement qui ont opéré des investissements et des prises de contrôle dans le monde. 21 de ces firmes sont indiennes parmi lesquelles 6 dans le domaine de l'informatique, mais 6 aussi dans celui des industries automobiles et mécaniques, 4 dans la chimie et la pharmacie.

### **Réseaux et territoires.**

Les réseaux mondiaux, dont le renforcement constituent un des éléments de base du processus de mondialisation, pénètrent à l'intérieur des Etats-nations, et peuvent être relayés par des réseaux internes à ces derniers. L'Inde ne fait pas exception de ce point de vue. Mais l'accent mis sur les réseaux ne devrait pas faire oublier que ceux-ci sont implantés sur des aires, des espaces définis par les groupes humains qui les occupent et les contrôlent, ce que l'on peut appeler des territoires. Les territoires sont modifiés par les réseaux, et ceux-ci, en retour, subissent des contraintes dues à caractères des territoires, souvent enracinés dans des temps longs, ceux du temps des hommes, mais aussi ceux de la nature.

Le combinaison de logiques réticulaires et de logiques territoriales est assez bien illustrée en Inde par la spatialisation des activités dans le domaine de l'informatique. Ceux-ci subissent le poids d'une logique de réseau à l'échelle mondiale, qui a été clairement définie par C. Grataloup. "En partant de la "bourse mondiale " qui ne ferme jamais, écrit-il, j'avais émis l'idée que, puisqu'il y avait des places financières aux Etats Unis et en Europe, il fallait nécessairement que d'autres apparaissent sur la façade de l'Asie pour assurer la journée continue. C'est une espèce de propriété topologique de la circularité du Monde, apparue dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle et liée à toutes les autres formes réticulaires de la circulation" Il parle à ce sujet d'une "logique de bouclage" d'un réseau de circulation à l'échelle mondiale.<sup>4</sup> On peut dire que la nécessité d'assurer une "journée continue" se manifeste aussi en ce qui concerne les centres d'appel, la gestion des fichiers, et les assistances aux usagers. L'Inde est bien placée de ce point de vue dans la trame des fuseaux horaires, mais d'autres pays le sont aussi, y compris ceux de la façade orientale de l'Asie. La

---

<sup>4</sup> C. Grataloup. *L'espace géographique*, 1. 1999 p 40.



logique de réseau dont parle C. Grataloup a "produit" des bourses sur cette façade, et des centres informatiques en Inde, et rien dans beaucoup de pays. C'est ici qu'interviennent des "logiques territoriales" fondées sur le fait que l'Inde présente des avantages spécifiques, qui relèvent des caractères de son territoire, d'ailleurs hérités d'un passé plus ou moins anciens. Les plus significatifs sont la force du système universitaire, peut être une tradition de la pensée abstraite, mathématique ou non dans la culture indienne, et bien sûr la pratique de l'anglais dans une frange limitée de la population, mais aux effectifs très nombreux. (On ne rappellera jamais assez qu'en Inde un pourcentage faible de la population se traduit par des effectifs considérables...)

A un autre ordre de grandeur, celui de l'espace intra-national, il est assez compréhensible que les services informatiques soient installés dans le réseau des grandes villes, malgré les possibilités de décentralisation offertes à cette activité par sa nature même : elles sont les premières à avoir été reliées par des infrastructures performantes, elles bénéficient des économies de proximité donc on a montré qu'elles jouent aussi dans le domaine des entreprises informatiques. Elles sont aussi des lieux privilégiés du point de vue de la formation, avec le l'implantation des plus performants des "colleges" (premier cycle universitaire) et des universités. Mais il y a de très grandes inégalités entre ces grandes villes du point de vue de leur poids pour les nouvelles techniques de l'information et de la communication. Elles ont été développées particulièrement dans deux cités de l'Inde du Sud, Bangalore et Hyderabad. Toutes deux ont vu dans les années 50 l'implantation de grandes entreprises de secteur public, dans des secteurs de haute technologie (aviation, machines-outils), le choix étant nettement géopolitique, puisqu'il s'agissait de renforcer les capitales politiques de deux grands Etats un peu marginaux, récemment réorganisés. Bangalore, de surcroît, bénéficiait d'un autre héritage, son rôle de centre de l'Etat major britannique pendant la seconde guerre mondiale et des implantations d'unités de formation liées à cette fonction. Dans les deux cas, on trouve aussi le rôle de politiciens issus des partis régionalistes au pouvoir dans les deux Etats dans les deux Etats dont ces villes sont les capitales. Les autres centres d'implantation privilégiée relèvent d'autres mécanismes : l'attractivité de capitales de niveau national : la capitale politique fédérale, Delhi, et la capitale économique, Mumbai (Bombay).

Dans tous ces cas, on a affaire à des logiques territoriales, qui mettent en œuvre des caractères issus d'un passé plus ou moins ancien.

Ainsi, aux deux échelles, inter et intra nationale, ces combinaisons de logiques territoriales et réticulaires illustrent assez bien le problème, très général dans l'explication géographique, des rapports dialectiques entre réseaux et territoires.

Le bilan spatial de l'entrée de l'Inde dans le monde - et de la pénétration des logiques mondiales dans l'Inde, n'est pas aisé. Il semble que de processus ait deux caractères essentiels : d'une part, les grandes structures se sont maintenues, d'autre part, il y a eu une certaine augmentation des inégalités internes, sensibles dans les indices par Etats.

Les régions qui ont connu la plus forte croissance liée à l'ouverture étaient déjà les plus dynamiques lors des périodes antérieures. Le Nord-Ouest de l'Inde, (Etats du Punjab et du Haryana, région de Delhi), et une grande partie du sud de l'Union (Etats du Tamilnad, Karnataka, Kerala) bénéficient d'agricultures qui ont des performances relatives favorables dans une grande partie des districts, et des villes dynamiques. C'est surtout le dynamisme industriel et urbain qui caractérise la région de Mumbai- Pune (Bombay et Poona), sur la bordure occidentale de l'Etat de Maharashtra, ainsi que la plaine du Gujrat.

Au contraire deux ensembles sont depuis plusieurs décennies caractérisés par des retards économiques et de graves problèmes sociaux : une bande nord-ouest au sud-est, qui borde au nord la partie péninsulaire du pays, et tout l'est de la plaine du Gange.

Il semble bien qu'en gros les écarts entre les régions dynamiques et celles qui le sont moins se aient une tendance à se renforcer depuis l'ouverture. Ainsi, une étude portant sur les 14 plus grands Etats de l'Union (sur un total de 22), montre que les 7 Etats les mieux classés ont tous vu augmenter le rapport de leur Produit Régional par tête au revenu moyen dans l'ensemble du pays de 1981 à 1998, alors qu'il diminuait dans les 7 autres, moins bien classés au départ.

### 3 /Puissances indiennes.

Le réseau géopolitique mondial comporte un certain nombre "d'aires de puissance" ; il est difficile d'inscrire l'Inde au rang des plus importantes ; mais par certains traits, particulièrement par les conséquences de sa masse démographique, elle commence à peser relativement lourd dans le jeu des forces internationales - une des composantes de la mondialisation.

L'Inde est incontestablement une puissance régionale importante. Elle domine ses voisins immédiats, comme elle autrefois parties de l'empire britannique, ce que l'on peut appeler l'Asie du Sud. Mais cette domination est inquiète, tant le pays est obsédé par le conflit avec le Pakistan, vieil héritage des conflits entre hindous et musulmans à l'origine du partage de 1947, et entretenu par le conflit à propos du Cachemire.

L'Inde assure sa prépondérance par la puissance de son armée, de loin la première de la région. Armée de métier, forte d'environ un millions d'hommes, elle a une armement classique fondé sur des achats un peu partout dans le monde ; mais surtout, elle est dotée de l'arme atomique, ( premiers essais modestes en 1974, repris en 1998). Elle dispose d'une quarantaine de têtes nucléaires, et de vecteurs suffisants, une flotte de bombardiers performants et des missiles dont la portée peut dépasser 2 000 km. Cet armement doit être sensiblement supérieur à celui du Pakistan.

C'est pourtant avec ses armements classiques que l'Inde a mené des combats dans son voisinage. Les conflits aigus avec le Pakistan en 1947, 1965, 1970, ont été plutôt favorables à l'Inde, surtout celui de 1970 qui a abouti à la fondation du Bangladesh, comme ont été réussies les interventions aux Maldives et la récupération des anciennes colonies portugaises. Les opérations au Sri Lanka ont été un échec, et la brève guerre de 1962 contre la Chine s'est soldée par une vraie défaite.

Du point de vue économique, le poids du conflit avec le Pakistan a freiné le développement des coopérations régionales. Ce n'est qu'en 1985 qu'a été créé l'association sud-asiatique pour la coopération régionale ( "SAARC= South Asian Association for Regional Cooperation," comprenant, outre l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, Sri Lanka, les Maldives, le Népal, bientôt l'Afghanistan ). C'est en fait une structure assez lâche.

Alors que l'Inde commence à voir se développer la part de ce que l'on appelle la part des échanges "Sud-Sud" dans son commerce extérieur, la place des ses voisins immédiats reste limitée. Le SAARC est à cet égard très en retrait comparé à des organisations comme l'ASEAN dans l'Asie du Sud-Est voisine. Cependant, l'influence de l'Inde est importante sur les économies de Sri Lanka, et surtout sur celles, assez faibles, du Bangladesh, du Népal et du Bhutan. (Tableau 3)

<b>Tableau 3 Orientation du commerce extérieur de l'Inde</b>	<b>Exportations et importations Millions de dollars USA 2005/2006</b>	<b>Exportations et importations Pourcentage 2005/2006</b>
<b>Provenances et destinations</b>		
Pays industriels*	100 197,13	48,4
Russie et ex URSS	4 184,59	2,0

Pays pétroliers du Moyen Orient	21 629,15	10,4
Asie du Sud Est	11 815,27	5,7
SAARC	7 167,72	3,5
Asie Est sans Japon	42 378,06	20,5
Amérique Latine	5 571,89	2,7
Afrique	10 715,60	5,2
Moyen Orient non pétrolier	3 385,01	1,6
Ex Yougoslavie	84,10	
Total	207 138,52	100

\*Europe 25 + USA Canada + Japon + Australie Nlle Zélande.

Puissance régionale grâce à son armée, l'Inde approche peu à peu du statut de puissance mondiale dont elle commence à présenter certains caractères.

Pour cette accession, elle dispose de quelques atouts.

- Une affirmation d'autonomie vis à vis des puissances des "blocs" dominants immédiatement après l'indépendance - politique neutraliste appuyée sur la collaboration avec d'autres pays "non alignés". Neutralité suivie par une alliance avec l'URSS pour échapper autant que possible à la domination de Etats Unis, d'ailleurs soutiens du Pakistan. L'Inde a ainsi obtenu que l'on prenne l'habitude de compter avec elle.
- L'importance d'une diaspora indienne, sans doute moins importante que la diaspora chinoise, mais tout de même non négligeable. Elle s'est formée en plusieurs vagues successives. Mouvement de travailleurs non qualifiés dans le cadre colonial, vers l'Afrique du Sud et de l'Est, la Birmanie et Singapour, les Antilles. Les descendants de ces migrants ont souvent réussi à occuper une place convenable dans la société, mais certains pays d'Afrique les ont chassés, et ils sont partis vers le Royaume Uni. Mouvement actuel de travailleurs peu qualifiés vers les pays du golfe. Mouvement de jeunes qualifiés vers les pays développés anglophones, Grande Bretagne, Canada, Etats Unis. Les 5 millions de personnes d'origine indienne, (comme dit la nomenclature officielle) issues de l'émigration "coloniale", les 2 millions installés dans les Iles Britanniques et les 3 millions de l'Amérique du Nord sont à même de promouvoir les intérêts de l'Inde, d'étendre l'influence de sa culture. Ils contribuent à en diffuser une image favorable ; on dit que le sixième des brevets déposés dans la Silicon Valley sont le fait d'ingénieurs d'origine indienne...Les envois au pays des 3,8 millions de travailleurs du Golfe constituent une ressource importante.
- L'importance actuelle et potentielle du marché indien. Même aux temps de la fermeture, certaines grandes firmes multinationales acceptaient les conditions assez dures imposées par la réglementation pour prendre pied avant les autres sur ce marché potentiellement immense. Cette attraction est majeure maintenant que les frontières sont ouvertes et que l'on assiste à l'accession à la consommation de biens industriels de catégories sociales très minoritaires, mais nombreuses : 200 à 300 millions de personnes, dit-on. (En Inde, une minorité, cela peut faire beaucoup de monde...). L'attractivité économique du marché indien ne manque pas de peser sur son statut diplomatique.
- L'originalité et la richesse de la culture indienne. L'art, architecture et musique notamment, des aspects de la pensée religieuse, du costume et de la cuisine, ont longtemps été les bases de la connaissance de l'Inde à l'extérieur, un élément donc de sa place dans le système mondial. Il faut malheureusement reconnaître que les Indiens ont de bonnes raisons de regretter certains aspects de cette image, notamment ceux qui sont diffusés par

des groupes ou des individus dont les activités, en Inde comme ailleurs, relèvent plutôt du charlatanisme.

L'accession commençante au statut de puissance mondiale se traduit par un grand nombre de signes, assez nettement en relation avec les processus de mondialisation. En particulier, l'Inde a été en mesure d'obtenir dans ces dernières années des "exceptions" à des règles ou des tendances internationales.

Du point de vue diplomatique, elle a suivi sa voie en matière de développement de sa force atomique, sans tenir compte des pressions internationales. Elle a refusé de signer les traités de non prolifération et d'accepter les limitations des essais. Cette attitude lui a valu des condamnations et des sanctions, notamment de la part des Etats Unis après les essais de 1998. Mais voici qu'elle a obtenu en mars 2006 que le Président Bush accepte un programme de coopération en matière de nucléaire civil, sans obtenir de contre partie à propos des ses programmes militaires, ce qui sort tout à fait de l'ordinaire de la diplomatie nucléaire.

Du point de vue de l'économie internationale, l'Inde a accepté en 1985 d'entrer dans l'organisation mondiale du commerce, où elle a su agir pour promouvoir ses intérêts, notamment en participant activement au "G20", groupe informel comportant 20 pays en développement. Il a notamment agi dans le cadre du "cycle de Doha" pour tenter d'obtenir la baisse des subventions de leurs agricultures par les pays industriels. Faute d'avoir réussi, le G20 a bloqué les ouvertures souhaitées par ces pays; depuis l'été 2006, il a bien fallu constater que le "cycle de Doha" est dans une impasse.

La réalité et les limites des possibilités de négociation de l'Inde ont été particulièrement sensibles en ce qui concerne l'industrie pharmaceutique. Le pays a construit un potentiel de production considérable, notamment dans le domaine des médicaments "génériques". Grandes firmes et nombreuses petites entreprises ont pu profiter de possibilités de dérogation aux règles internationales concernant les brevets : dans le cadre des accords sur la propriété intellectuelle (Accords "TRIPS"="Trade related intellectual property rights", ou "droits sur la propriété intellectuelle à répercussion commerciale") on pouvait accorder des "licences obligatoires", ouvrant des droits à fabriquer des produits sans que les détenteurs des brevets puissent s'y opposer. L'utilisation de ces possibilités juridiques est actuellement menacée. L'industrie indienne est tributaire des marchés des pays développés et de leurs investissements, le gouvernement est donc sensible aux pressions internationales, et tend à adopter des mesures plus restrictives en matière d'utilisation des brevets. Ceci au grand dam de beaucoup de pays en voie de développement et d'organisations non gouvernementales, puisque l'Inde a fourni notamment beaucoup de médicaments anti-retrovirus, à des prix très inférieurs à ceux pratiqués auparavant, pièce maîtresse de la lutte contre le SIDA, notamment en Afrique.

Comme la mondialisation n'est pas faite seulement d'économie et de politique, il convient de noter parmi les exceptions traduisant la puissance de l'Inde celle qui concerne la télévision. Celle-ci a connu un développement assez tardif (dans les années 80 on discutait encore des dangers des écrans couleur que l'on envisageait d'interdire), mais très rapide ensuite. Une période de monopole d'Etat a été suivie d'une ouverture à des diffuseurs et producteurs d'images opérant dans l'ensemble de l'Asie ou dans le monde entier. Mais la télévision indienne a gardé une spécificité dans son organisation et ses contenus liés à deux aspects. D'abord le rôle d'un grand nombre de petits entrepreneurs qui gèrent des stations capables de recueillir les émissions des satellites, et qui les redistribuent ensuite par câble dans des réseaux de proximité dont ils sont propriétaires. Ensuite et surtout l'utilisation dans les programmes des importantes ressources du cinéma indien, de ses studios et de ses références

culturelles. La télévision indienne est donc moins que d'autres un véhicule d'une culture mondialisée, en fait assez fortement américanisée.

#### **4/ Résistances et conflits.**

La croissance des vingt dernières années, l'entrée dans l'ère et dans l'aire de la mondialisation n'ont évidemment pas résolu tous les problèmes de l'Inde. La pauvreté de masse demeure, même si elle semble bien reculer ( de 51 % de la population vers 1980 à 26% en 2000), il y a encore beaucoup d'analphabètes; les infrastructures sont insuffisantes de tous les points de vue, transports, logement, énergie, distribution de l'eau ; les inégalités demeurent flagrantes<sup>5</sup>, aux dépens notamment des paysans sans terres, de travailleurs non qualifiés, des femmes, un peu à tous les niveaux de la société. La segmentation en castes (varnas et jatis, plus exactement, voir note 1) fige et aggrave les effets des inégalités.

Le sentiment que l'évolution économique récente, sous les auspices de la mondialisation, n'oriente pas le pays vers des solutions à toutes ces difficultés est fort dans la population, et connaît des manifestations variées. Certaines sont orientées directement vers la critique des options récentes, et s'expriment dans les votes et dans l'action de mouvements de masse puissants.

Le corps électoral tient beaucoup à la prudence relative avec laquelle l'Inde s'est engagée dans la voie des réformes. La coalition au pouvoir avec le BJP depuis 1999 a été clairement sanctionnée en 2004 pour l'avoir trop oubliée, et pour avoir centré sa campagne sur les réussites économiques, et l'avènement d'une "Inde brillante", ("shining India"). La coalition nettement marquée à gauche qui a gagné les élections continue la politique d'ouverture, mais avec toujours plus de prudence et de réticences.

Réticences jugées très insuffisantes selon une multitude de mouvements de masse, et les écrits d'intellectuels critiques. Les premiers se sont manifestés de façon spectaculaire lors du Forum Social Mondial tenu à Mumbai (Bombay) en 2004, et cela de deux façons. D'une part, des organisations indiennes ont accepté d'enthousiasme le transfert de la manifestation de Porto Alegre à Mumbai, et elles ont obtenu un bon niveau d'affluence. Mais d'autre part, les organisations impliquées ont été dépassées par plus radicales qu'elles, une série de groupes ont refusé de participer au forum, considéré comme trop modéré, et ont organisé leurs propres réunions. Les textes du "Mumbai movement" ainsi constitué sont très radicaux, dénoncent "l'impérialisme occidental et le néo-colonialisme" en termes très durs et critiquent les ONG, partie prenante du forum, comme complices de cet impérialisme.

La mondialisation est présente dans un certain nombre de débats très importants dans l'Inde actuelle; il s'agit d'apprécier comment elle joue par des effets indirects, comme élément d'un complexe de causes multiples, où la part prise par les choix économiques peut faire l'objet de discussion.

Discussion que l'on trouve en termes exemplaires, à propos de l'agriculture, dans des textes émanant de spécialistes français, un géographe et un anthropologue, qu'il est utile de citer in extenso. Il s'attachent, entre autres questions, à interpréter une crise tragique, qui a affecté dernièrement certaines régions de l'Inde et a conduit à des suicides de paysans accablés de dettes.

---

<sup>5</sup> *A ce propos, il faut noter que le coefficient de Gini, mesure commode de l'inégalité, est du même ordre de grandeur en Inde et en France. Il est nettement plus fort dans les pays d'Amérique, notamment en Amérique latine. Mais bien sûr, en raison de la différence des revenus totaux, les pauvres indiens sont beaucoup plus pauvres que les pauvres français. Il y a un décalage du même genre, d'ailleurs, pour les revenus élevés.*

Le géographe F. Landy<sup>6</sup> analyse de façon très critique le discours tenu en France par quatre cents syndicalistes indiens issus d'organisations représentant en fait surtout des paysans moyens "devant les mouvements écologistes européens, la confédération paysanne française ou leurs équivalents". "(On dénonçait là) comme un gradient de perversité croissante, du "local" au "mondial" : au niveau inférieur, le bon village ; puis l'Etat fédéré, peu efficace et malmené par les exigences de New Delhi ; puis l'Etat fédéral "*anti-paysan*"; enfin l'OMC , dominée par les puissances internationales soucieuses de dominer les marchés. Ce discours permettait de faire oublier la réalité villageoise, de masquer les relations de pouvoir et d'exploitation au sein des structures agraires locales..."

Dans un texte sous-titré "la mondialisation n'en peut mais", J .Assyag constate "qu'il est de bon ton (et pas seulement dans le sous-continent) de rendre responsables les figures diaboliques que sont devenus les organismes de (dé)régulation mondiale, notamment l'OMC..." Après un examen critique de ces thèses, il conclut dans les termes suivants:

"Considérer la mondialisation comme la raison première de la misère et de l'infortune de la paysannerie occulte l'histoire multi-séculaire d'une structure sociale extrêmement "ségrémentée" (en castes, classes, régions et régimes agricoles, modes de domination, genres sexuels, dont le passé atteste de crises, de disettes et de famines, de conflits et de heurts violents"

On voit que, sans nier l'influence de la mondialisation dans les problèmes considérés, la démarche consiste à insérer ses effets dans un ensemble de causes. Une telle logique multifactorielle a bien d'autres applications, particulièrement pour comprendre trois grandes questions au centre de l'actualité indienne. Il n'est possible que de les mentionner, car une présentation complète, car l'étude des composantes multiples qui interviennent dépasserait le cadre de cette étude. La mondialisation, intervient surtout comme étant à l'origine du contexte (d'inégalité surtout) dans lequel se déploient des effets aux composantes multiples.

- Il s'agit notamment des conflits autour de l'extension, envisagée dans les années 1990, de mesures de discrimination positive, réservées au moment de l'indépendance à des jatis de statut très bas, à un plus grand nombre d'autres jatis. Cette politique provoque l'ire des varnas supérieures tandis que des partis politiques nettement définis par l'appartenance de caste voient croître leur influence.
- Pour des raisons analogues, on assiste au retour en force de mouvements très radicaux, qui vont jusqu'à prôner et pratiquer la lutte armée. Une certaine insécurité se développe dans un ensemble de poches dispersées le long d'une bande qui va de la frontière Népalaise au centre de la partie péninsulaire. Ce mouvement ("naxalite", du nom du village où il a pris naissance dans les années 50, s'érige en défenseur des plus pauvres et des plus basses castes.
- Une nette dégradation des rapports entre hindous et musulmans tient à la fois à des inégalités économiques complexes, au problème régional des rapports entre Inde et Pakistan, et à l'évolution de l'islam, qui a des dimensions mondiales.

\*\*\*

Les forces qui poussent au développement de la mondialisation sont considérables, puisqu'elles provoquent une large convergence vers des traits communs, à partir de situations très variées. Mais, comme le feraient d'autres cas, celui de l'Inde nous montre bien les limites

---

<sup>6</sup> In: Landy F et Chaudhuri B. *De la mondialisation au développement local en Inde. Questions d'échelles. CNRS Editions. 2002. Pp 226-227.*

J Assayag *IN La mondialisation vue d'ailleurs. L'Inde désorientée. Paris. Seuil 2005. 295 pp. ici p218-219*

de ces convergences et des dynamiques qui les orientent. La diversité des situations du passé survit et agit, elle est mémorisée dans les caractères des Etats et de leurs populations. Les mémoires qui s'inscrivent largement dans les territoires entretiennent des relations complexes avec les dynamiques des réseaux, sous le signe de l'interaction.

Dans le cas de l'Inde, l'Etat nation résiste assez bien aux forces qui partout dans le monde tendent à éroder son importance; il affirme sa politique et ses choix, pèse dans le rapport des forces mondial, malgré les faiblesses de son économie. Pour beaucoup, un effet de la logique taille, celle de cet Etat géant dont l'existence est caractère, essentiel et assez étrange de la géopolitique mondiale....

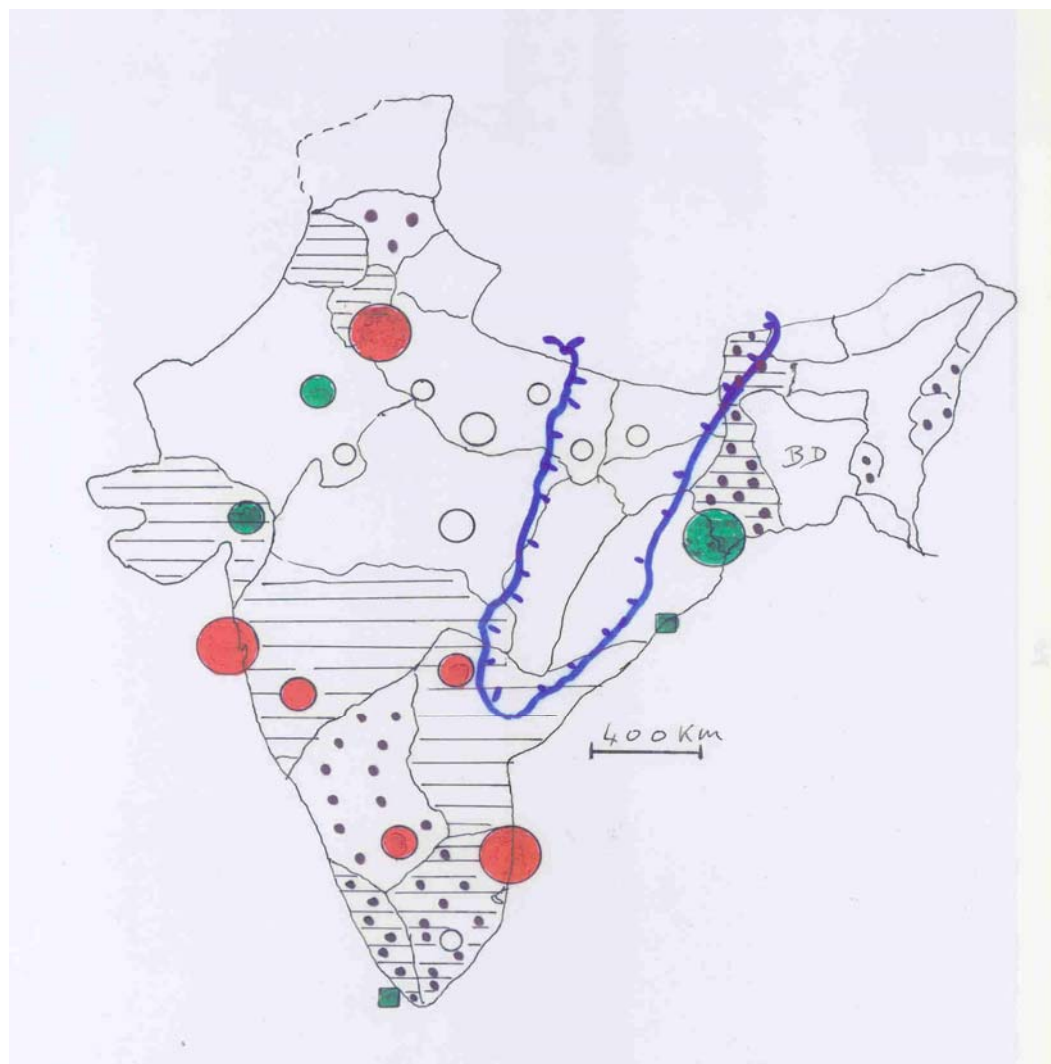
L'Inde s'engage avec prudence et réticences dans la voie de la mondialisation. Pour longtemps ou non ? A tort ou à raison ? L'avenir le dira. Mais déjà on peut dire que cette attitude exprime sans doute les rapports de forces complexes dans une société où interfèrent institutions fortes et enracinées, difficiles à interpréter. Logique sociale fondée en longue durée...

La mondialisation, on le sait bien, ne concerne pas que l'économie. Même pour celle-ci, et la production de biens matériels, les dimensions culturelles deviennent constamment des enjeux. L'originalité maintenue de ses productions intellectuelles, se traduit dans les formes modernes de son expression, fait de l'Inde un bel exemple du jeu des logiques culturelles.

La croissance indienne, sans doute dans une large mesure liée à une gestion fine des processus de mondialisation laisse subsister un lourd degré de pauvreté de masse. Effets d'un héritage dont la correction ne peut que demander du temps. Et de quel héritage ? Uniquement des heurs et malheurs de la période coloniale, ou de structures plus anciennes ? On en discute avec passion, mais de toutes façons on entre à ce propos de la logique des temps longs de l'histoire.



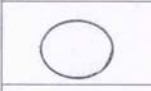





#### Indications bibliographiques.

- Assayag J. La mondialisation vue d'ailleurs : l'Inde désorientée. 2005. Paris. Seuil 295p
- Deprez C. La télévision indienne. 2006. Bruxelles, de Boeck. 112 p
- Durand-Dastès F. et Mutin. G. (Dir. de). Afrique du Nord, Moyen Orient, Monde Indien. 1995 . Géographie Universelle Belin-Reclus. T.8. 480 p
- Haag P. et Ripert B. 2005. Idées reçues : l'Inde. Paris Cavalier bleu ED. 128p
- 
- Jaffrelot C. (Dir. de) .L'Inde contemporaine. 2<sup>ème</sup> édition 2006. Paris Fayard. 740p.
- Jaffrelot C. L'Inde moderne : un produit de la longue durée. 2005. IN Questions internationales N°15, septembre octobre 2005. p 6-17)
- Landy F. et Chaudhuri B. 2002. De la mondialisation au développement local en Inde. Paris Ed. CNRS. 254 p
- Landy F. L'Union Indienne. 2002. Editions du temps. 287 p
- Zins M.J. L'Inde, un destin démocratique. 1999. Paris. Documentation française. 197p.





## Inde Espaces de la mondialisation

	<b>Les huit premiers Etats de l'Union. Classification multicritères</b>
	<b>Croissance 1997-2000 supérieure à la moyenne indienne</b>
	<b>Agglomérations principales</b>
	<b>Autres villes bi-millionnaires</b>
	<b>Autres villes millionnaires</b>
	<b>Centres principaux de production de logiciels</b>
	<b>Centres secondaires de production de logiciels</b>
	<b>Zones où les troubles posent des problèmes graves</b>

Cette cartographie très sommaire relève un certain nombre de traits essentiels des espaces de la mondialisation en Inde.

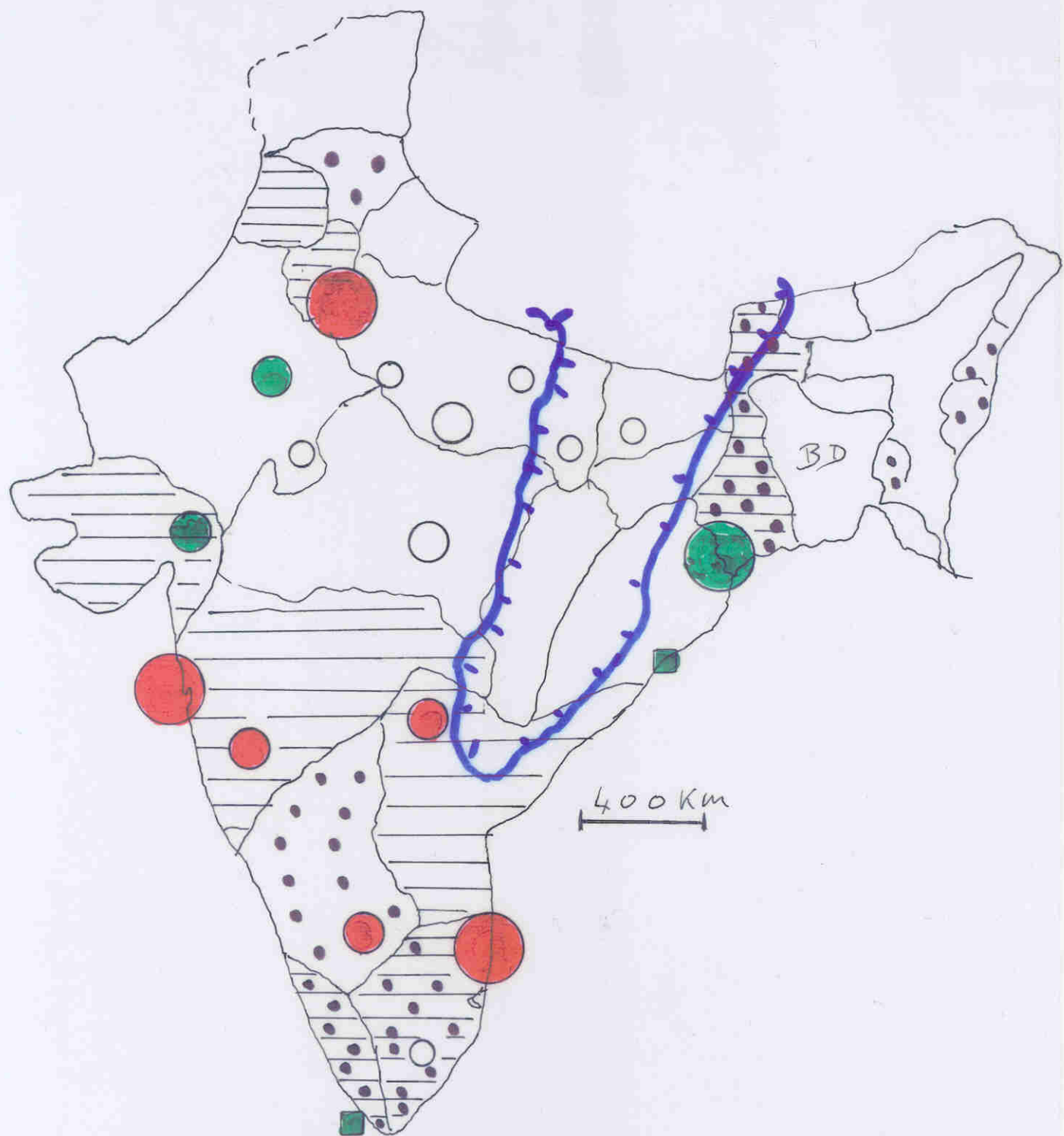
Pour imparfaite qu'elle soit du point de vue cartographique, puisque la taille de certains Etats gomme bien des nuances, la prise en considération des statistiques de ce niveau fournit tout de même des indications intéressantes.

Les Etats les plus avancés d'après une classification selon des critères multiples, économiques mais aussi démographiques et sociaux, ont tous bénéficié des changements liés à la mondialisation. Mais certains des mieux placés ne se caractérisent pas par des taux de croissance parmi les plus élevés, ce qui est évidemment en partie une conséquence de leur bonne position de départ. (Le mode de calcul est tel qu'il faut, pour obtenir un taux donné, des gains d'autant plus substantiels que la position de départ est forte). Ainsi s'expliquent les cas du Punjab et du Maharashtra, mieux placés pour leur position que pour leur croissance. Inversement, quelques Etats des marges himalayennes, plutôt marginaux et longtemps « retardés » par rapport aux autres régions connaissent des éléments de dynamisme qui leur permettent d'afficher des croissances notables, mais à partir de positions initiales faibles.

Compte tenu de ces remarques, la carte montre bien les principaux foyers de progression de l'économie, fondée sur des avantages anciens, confirmés et accentués par les nouvelles politiques économiques: L'extrême nord du pays, avec le Punjab et la région de la capitale fédérale, le Maharashtra, avec la région de Mumbai et ses satellites, l'Inde du Sud, et aussi le Bengale, qui garde des positions tout à fait convenables – bien que toute une littérature ait fait une mauvaise réputation à Calcutta et à sa région. Les positions particulières du Nord, du Maharashtra et du Sud sont confirmées par la répartition des villes qui se sont distinguées précocement pour la production de logiciels. Même si des différences subsistent, toutes les









grandes et très grandes villes sont affectées par la mondialisation, dont les effets se diffusent dans le réseau des très grands centres anciens.

L'opposition aux conséquences de la mondialisation a des manifestations dans tout le pays. Mais elle prend une forme particulière dans des régions où se développent des actions violentes ; elles sont en grande partie des aires où il existe des traditions anciennes et persistantes d'opposition à l'autorité, mais elles semblent avoir été en quelque sorte revigorées dans les dernières décennies. Il n'est pas possible d'en présenter une cartographie précise, mais on a pu indiquer qu'elle concerne une bande qui se suit de la frontière du Népal, jusqu'au centre est du pays, en passant la l'est de la Plaine du Gange et les régions faiblement peuplées du nord-Est de l'Inde péninsulaire.



# Inde

## Espaces de la mondialisation

	<b>Les huit premiers Etats de l'Union. Classification multicritères</b>
	<b>Croissance 1997-2000 supérieure à la moyenne indienne</b>
	<b>Agglomérations principales</b>
	<b>Autres villes bi-millionnaires</b>
	<b>Autres villes millionnaires</b>
	<b>Centres principaux de production de logiciels</b>
	<b>Centres secondaires de production de logiciels</b>
	<b>Zones où les troubles posent des problèmes graves</b>